



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023



ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_155-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le vingt novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 novembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2023

Envoyé en préfecture le 22/11/2023
Reçu en préfecture le 22/11/2023
Publié le 22/11/2023
ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_155-DE



M_DL231120_155

POLITIQUE DE LA VILLE ET VIE ASSOCIATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX A L' ASSOCIATION "ACCUEIL VILLES FRANCAISES " 2023-2024 - ADOPTION - AUTORISATION

Monsieur Sylvain CORNETTE, Adjoint au Maire. Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à la vie

associative communale, la Ville de Montivilliers attribue chaque année des créneaux d'occupation de locaux et terrains aux différentes associations domiciliées sur son territoire. Ces installations sont des biens municipaux. Ils peuvent être dans ce cadre mis à disposition des associations afin qu'elles puissent mettre en place leurs activités sur le territoire. Ces mises à disposition sont régies par les principes de l'occupation du domaine public et sont également soumises au respect du règlement portant sur l'utilisation des salles municipales. Dans ce cadre, la ville de Montivilliers établit avec l'Association à but non lucratif « Accueil Villes Françaises », (voir document en annexe) une convention d'occupation du domaine public. Cette convention est établie pour une durée d'un an et à titre gracieux du fait des activités pratiquées concourant à la satisfaction de l'intérêt général, conformément aux dérogations prévues à l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Sa commission municipale n°4, Vie sportive et vie associative réunie le 14 novembre 2023, consultée ;

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29,

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1,

CONSIDÉRANT

- L'intérêt public local des activités proposées par l'association Accueil des Villes Françaises (AVF) sur le territoire montivillonnais ;
- La faculté pour la Ville de mettre à disposition des associations à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général, telle l'association AVF, leur domaine public à titre gracieux ;
- L'intérêt pour l'association AVF d'utiliser à titre gracieux des locaux appartenant à la ville de Montivilliers pour y exercer ses activités ;

VU le rapport de Monsieur **Sylvain CORNETTE**, Adjoint au Maire en charge de la Vie associative, de la Vie des quartiers, de la Tranquillité publique et de l'Égalité des droits ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe de mise à disposition d'équipement municipaux au bénéfice de l'association « Accueil Villes Françaises ».

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023

ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_155-DE



Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

